

de la situation de la femme a fait un commentaire tout à fait grotesque, quand elle a déclaré qu'elle ne pensait pas qu'elle devait intervenir. Dans presque tous les cas, ce sont des femmes qui sont victimes de ces situations. C'est de l'antisindicalisme à l'état pur.

• (1320)

Des milliers d'habitants de la localité de Powell River ont signé une pétition pour tenter d'inciter le gouvernement à réagir devant cette injustice flagrante. Cela n'a rien à voir avec l'équité du processus de négociation collective. Le principe de la justice a complètement été déformé. Ces femmes ont besoin de l'aide du gouvernement. Elles ont besoin de services de représentation que doit leur fournir le ministère du Travail. La ministre responsable de la situation de la femme doit leur fournir ces services. Toutes les femmes enfermées dans le cercle vicieux de l'antisindicalisme et des mesures de discrimination et d'exploitation appliquées par les chartes à banque du Canada doivent être protégées. Pour les aider, il faut une commission royale d'enquête sur ces activités. Aujourd'hui, il y a 22 femmes aux prises avec ce problème, il peut y en avoir 22 dans une autre localité. On les isole, section par section, on démantèle le syndicat et licencie les femmes dont on ne veut plus comme employés parce qu'elles veulent organiser un syndicat ou songent tout simplement à le faire.

Si les banques à charte traitaient leurs employés et les femmes qu'elles embauchent de façon juste et équitable, les travailleurs auraient le droit dans bien des cas de négocier avec l'employeur, mais leurs chances ont été anéanties. Le budget ne fait qu'empirer leur situation, puisque la ministre responsable de la situation de la femme refuse de les rencontrer et d'appuyer leur demande pour une commission royale d'enquête sur l'exploitation dont se rendent coupables les banques à charte et particulièrement la Banque Canadienne Impériale de Commerce.

À Powell River, à cause de cette injustice, les citoyens ont décidé de faire désormais affaire avec des établissements financiers syndiqués, affirmant que les coopératives de crédit affichent un taux de croissance énorme et un bon rendement.

Les habitants de cette localité et d'autres régions ont également décidé de transférer leur REER à d'autres établissements financiers et de ne pas souscrire à un

REER de la Banque Canadienne Impériale de Commerce.

Enfin, avant que le député ne réponde à ce commentaire, j'ajouterais que je tenais à souligner certaines initiatives. Tant que la BCIC respectera des pratiques infâmes en matière d'emploi, les citoyens devront unir leurs efforts, ne plus souscrire à des REER avec la BCIC, ne plus se procurer de carte d'or VISA émise par Air Canada et la BCIC. Le gouvernement doit prendre des mesures pour aider les citoyens qui veulent venir en aide à ces femmes et les protéger contre ce genre d'exploitation.

**M. McCreath:** Monsieur le Président, je ne sais pas exactement combien de temps il reste sur la période de dix minutes. Je ne suis pas certain si mon collègue posait des questions ou faisait son propre discours, mais je l'ai quand même écouté attentivement et je vais certainement profiter du temps qu'il me reste.

Il a soulevé un certain nombre de questions et, bien entendu, je vais essayer d'y répondre, même si je crois que les questions relatives à la condition féminine ne relèvent pas vraiment du débat sur le budget.

Il a parlé des sondages, et je tiens à lui rappeler qu'il n'y a que le jour des élections qui compte. Il se souviendra certainement que, lors des deux dernières campagnes électorales fédérales, son parti avait très bien fait dans les sondages.

**M. Skelly (North Island—Powell River):** J'invoque le Règlement. Je sais que mon collègue s'est trompé lorsqu'il a dit que les questions relatives à la condition féminine n'ont pas leur place dans le budget conservateur. Je sais qu'il voudra corriger immédiatement cette erreur. Il ne veut pas qu'elle soit consignée au compte rendu.

**Le président suppléant (M. Thorkelson):** Ce n'est pas un rappel au Règlement. C'est la continuation du débat.

**M. McCreath:** Monsieur le Président, j'ai dit que c'était un débat sur le budget et non sur la condition féminine. Voilà ce que j'ai dit.

Mon collègue s'inquiète du financement des groupes de revendication. À mon avis, une des choses qui se passent dans notre pays, c'est que quiconque veut des fonds du gouvernement réussit à en obtenir. Il me semble que, à un certain point, au lieu que le gouvernement aille chercher l'argent dans les poches des contribuables pour le distribuer ensuite aux groupes de revendication, ce